



## CHAPITRE 71

## CHAPTER 71

Loi modifiant la charte de la cité de Kénogami

An Act to amend the charter of the city of Kénogami

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

**A**TTENDU que la ville de Kénogami a, par sa pétition, représenté qu'elle a été constituée en corporation par la loi 10 George V, chapitre 109, modifiée par les lois 17 George V, chapitre 85; 21 George V, chapitre 171, et 1 George VI, chapitre 80;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de donner à la ville des pouvoirs supplémentaires et d'indiquer correctement les limites de son territoire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Charte de la cité de Kénogami*.

**2.** L'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 109, est remplacé par le suivant:

**"1.** Le territoire de la cité de Kénogami comprend en référence au cadastre officiel du canton de Jonquière, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive droite de la rivière Saguenay avec la ligne est du lot 29, rang I; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne est du lot 29, rang I; la ligne est des lots 22a, 22b, 23 et 24, rang III; la ligne sud du lot 24, rang III

**W**HEREAS the town of Kénogami has, by its petition, represented that it was incorporated by the act 10 George V, chapter 109, amended by the acts 17 George V, chapter 85; 21 George V, chapter 171, and 1 George VI, chapter 80;

Whereas it has become necessary to grant such town additional powers and to indicate correctly the limits of its territory;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** This act may be cited as the *Charter of the city of Kénogami*.

**2.** Section 1 of the act 10 George V, chapter 109, is replaced by the following:

**"1.** The territory of the city of Kénogami shall comprise with reference to the official cadastre for the township of Jonquière, all the lots and their present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes, rivers, water-courses or part thereof included within the following limits, to wit: starting from the intersection of the right bank of the Saguenay river with the eastern line of lot 29, range I; then successively the following lines and bounds: the said eastern line of lot 29, range I; the eastern line of lots 22a, 22b, 23 and 24, of range III; the southern line of

Preamble

Short title.

1920, c. 109, s. 1, replaced.

Territory comprised.

Titre abrégé.

1920, c. 109, a. 1, remp.

Territoire compris.



prolongée à travers la rivière aux Sables; la ligne sud du lot 18, rang III; la ligne est du lot 15*b*, rang III en allant vers le sud; la ligne sud des lots 15*b* et 14*b*, rang III; la ligne ouest des lots 14*b* et 14*a*, rang III; la ligne séparant le rang III des rangs II et I limitant au nord les lots 14*a*, 15*a*, 16*a*, et 16*b*, du rang III et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière aux Sables; ledit axe de la rivière aux Sables contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite en descendant son cours jusqu'à son embouchure et enfin ladite rive droite de la rivière Saguenay en allant vers l'est jusqu'au point de départ."

lot 24, range III extended across rivière aux Sables; the southern line of lot 18, range III; the eastern line of lot 15*b*, range III running south; the southern line of lots 15*b* and 14*b*, range III; the western line of lots 14*b* and 14*a*, range III; the line dividing, range III from ranges II and I limiting on the north lots 14*a*, 15*a*, 16*a* and 16*b*, of range III and its extension to the centre line of rivière aux Sables; the said center line of rivière aux Sables around the right side of the islands nearest to the left bank and around the left side of the islands nearest to the right bank going downstream to its mouth and finally the right bank of the Saguenay river running easterly to the starting point."

1920, c. 109, a. 2, remp.

**3.** L'article 2 de la loi 10 George V, chapitre 109, est remplacé par le suivant:

**3.** Section 2 of the act 10 George V, chapter 109, is replaced by the following:

1920, c. 109, s. 2, replaced.

Constitution.

**"2.** Les habitants et les contribuables du territoire de la ville de Kénogami sont constitués en corporation de cité sous le nom de "La cité de Kénogami"."

**"2.** The inhabitants and ratepayers of the territory of the town of Kénogami are incorporated as a city under the name of "The city of Kénogami"."

Incorporation.

Nom.

Name.

1920, c. 109, a. 4, remp.

**4.** L'article 4 de la loi 10 George V, chapitre 109, est remplacé par le suivant:

**4.** Section 4 of the act 10 George V, chapter 109, is replaced by the following:

1920, c. 109, s. 4, replaced.

Succession.

**"4.** La cité de Kénogami succède aux droits, privilèges, bons, créances et actions de la ville de Kénogami ainsi que du village de Kénogami, et ce, à toutes fins que de droit.

**"4.** The city of Kénogami shall succeed to the rights, privileges, bonds, claims and actions of the town of Kénogami and of the village of Kénogami, for all legal purposes.

Succession.

Règlements, etc., continués.

Sans restreindre la généralité des termes de l'article précédent, les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles, comptes de taxes et redevances, réclamations ou droits de quelque nature, ordonnances, plans et autres actes et documents municipaux quelconques, billets, bons, obligations, engagements, titres, souscrits, acceptés, endossés ou émis par la ville de Kénogami jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront d'avoir leurs effets légaux jusqu'à ce qu'ils soient annulés, amendés, résiliés, abrogés ou accomplis, à moins qu'ils ne soient incompatibles avec les dispositions de la présente loi."

Without restricting the generality of the terms of the preceding section, the by-laws, resolutions, minutes, rolls, accounts for taxes and dues, claims or rights of any kind, orders, plans and other municipal deeds or documents whatsoever, notes, bonds, debentures, contracts, titles, subscribed, accepted, endorsed or issued by the town of Kénogami up to the coming into force of this act, shall continue to have legal effect until they are amended, annulled, repealed, rescinded or carried out, unless they are inconsistent with the provisions of this act."

By-laws, etc., continued.

Maire et échevins.

**5.** Le maire et les échevins actuels de la ville de Kénogami resteront en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat.

**5.** The present mayor and aldermen of the town of Kénogami, shall remain in office until the expiration of their mandate.

Mayor and aldermen.



Officiers  
et em-  
ployés.

6. Les officiers et employés municipaux actuels de la ville de Kénogami demeurent légalement en fonction jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil de la cité de Kénogami.

6. The present municipal officers and employees of the town of Kénogami shall remain legally in office until their resignation or replacement by the council of the city of Kénogami.

Officers  
and em-  
ployees.

S.R.,  
c. 233,  
a. 64, am.  
pour la  
cité.

Frais de  
représen-  
tation.

7. L'article 64 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Kénogami, en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le conseil de la cité de Kénogami, sur simple résolution, est autorisé à amender son règlement numéro 193 accordant une rémunération ou indemnité aux membres du conseil, pour que le mot "rémunération" soit remplacé par les mots "frais de représentation"."

7. Section 64 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding the following paragraph:

R.S.,  
c. 233,  
s. 64, am.  
for city.

"The council of the city of Kénogami, on mere resolution, is authorized to amend its by-law number 193 granting a remuneration or indemnity to members of the council, so that the word "remuneration" will be replaced by the words "entertainment expenses"."

Entertai-  
ment  
expenses.

S.R.,  
c. 233,  
a. 26, am.  
pour la  
cité.

Octrois.

8. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après le paragraphe 6°, les suivants:

"7° Octroyer des deniers pour aider dans la cité ou ailleurs:

a) aux sociétés artistiques, scientifiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles, ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats, et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la cité, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Tous les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme de dix mille dollars annuellement; cette somme pourra être distribuée au gré du conseil en vertu de résolutions, à la condition d'être prise à même les fonds généraux;

"8° Passer des contrats avec des associations sans but lucratif pour fins d'organisation des loisirs en cette cité, pour la gestion et l'administration de terrains de jeux, de stades, de patinoires ou autres lieux publics d'amusement et leur accorder, à même ledit montant de dix mille

8. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding, after paragraph 6, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 26, am.  
for city.

"7. Grant moneys to assist, in the city or elsewhere:

Grants.

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming, or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the upkeep of winter roads outside the city, the whole on such conditions as the council may prescribe.

All grants so appropriated shall not exceed the sum of ten thousand dollars annually; such sum may be distributed by resolution at the will of the council, on the condition that it be taken out of the general fund;

Limit.

"8. Make contracts with non-profit associations for purposes of recreational guidance in the city, for the management and administration of playgrounds, stadiums, skating rinks or other public places of amusement, and grant them, out of the said sum of ten thousand dollars

Recrea-  
tional  
guidance.

Limite.

Organi-  
sation de  
loisirs.



dollars prévu au paragraphe précédent, les fonds nécessaires à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir par résolution. La cité possède ce pouvoir depuis le premier janvier 1949.”

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après l'article 68, les suivants:

“68a. Le conseil est autorisé à instituer par règlement une commission de loisirs, composée de pas moins de trois membres ni de plus de cinq, dont un échevin, et les autres choisis parmi les citoyens de la cité, ayant, dans l'opinion du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir et leurs services sont gratuits.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil.

“68b. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission d'urbanisme, composée de pas moins de trois membres ni de plus de cinq, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits, sauf que le

contemplated in the preceding paragraph, the necessary funds for such purposes, on such conditions as the council may establish by resolution. The city holds such power since the first of January, 1949.”

9. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after section 68, the following:

“68a. The council is authorized to establish by by-law a recreation commission composed of not less than three members nor more than five, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the council, are qualified to be members thereof.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceeding and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council.

“68b. The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission composed of not less than three members nor more than five, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously, save that the council

S.R.,  
c. 233,  
aa. 68a-  
68c, aj.  
pour la  
cité.

Commis-  
sion de  
loisirs.

Durée.

Membres.

Attribu-  
tions, etc.

Secré-  
taire.

Dépense.

Commis-  
sion d'ur-  
banisme.

Durée.

Membres.

R.S.,  
c. 233,  
ss. 68a-  
68c, added  
for city.

Recrea-  
tion com-  
mission.

Duration.

Members.

Attribu-  
tions, etc.

Secretary.

Expend-  
iture.

Town-  
plannin  
commis-  
sion.

Duration.

Members.



conseil pourra par résolution, accorder une rémunération pour assistance des membres à ses assemblées tenues en conformité du règlement adopté par la cité.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil.

**68c.** Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission de l'industrie et du tourisme, composée de pas moins de trois membres ni de plus de cinq, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Le conseil pourra exiger par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil."

may, by resolution, grant a remuneration to such members when they attend its meetings held in conformity with the by-law adopted by the city.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Any project involving, expenditure of money must be previously approved by the council.

**68c.** The council is authorized to establish by by-law a tourist and industrial commission composed of not less than three members and not more than five, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and serve gratuitously.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Any project involving, expenditure of money must be previously approved by the council."

Attributions, etc.

Secrétaire.

Dépenses.

Commission de l'industrie et du tourisme.

Durée.

Membres.

Attributions, etc.

Secrétaire.

Dépenses.

Attributions, etc.

Secretary.

Expenditure.

Tourist and industrial commission.

Duration.

Members.

Attributions, etc.

Secretary.

Expenditure.



S.R., c. 233, aa. 426a-426g, aj. pour la cité.

Règlements de zonage.

10. Les articles suivants sont ajoutés pour la cité de Kénogami, après l'article 426 de la Loi des cités et villes:

10. The following sections are added for the city of Kénogami, after section 426 of the Cities and Towns Act:

R.S., c. 233, ss. 426a-426g, added for city. Zoning by-laws.

"426a. Pour annuler les règlements de zonage et de construction tels qu'amendés à date et les remplacer par un autre règlement dans les 24 mois de la date de la sanction de la présente loi, sans autre formalité que l'approbation de tel nouveau règlement par le ministère des affaires municipales.

"426a. To repeal the zoning and building by-laws as amended to date and replace them by another by-law within twenty-four months after the date of the sanction of this act, without other formality than the approval of such new by-law by the Department of Municipal Affairs.

Pouvoirs.

"426b. Dans la rédaction du nouveau règlement prévu à l'article 426a ci-dessus, la cité en outre des pouvoirs généraux édictés à l'article 426 de la Loi des cités et villes tel qu'amendé par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36, article 9, aura ceux qui lui furent conférés par l'article 8 de la loi 17 George V, chapitre 85.

"426b. For the drafting of the new by-law contemplated in the above section 426a, the city, in addition to the general powers enacted by section 426 of the Cities and Towns Act as amended by the act 5-6 Elizabeth II, chapter 36, section 9, shall have those granted to it by section 8 of the act 17 George V, chapter 85.

Powers.

Amendement.

"426c. Le règlement prévu sous l'autorité de l'article 426a ci-dessus pourra être amendé une seule fois dans les douze mois suivant son entrée en vigueur, sans autre formalité que l'approbation de tel amendement par le ministère des affaires municipales.

"426c. The by-law contemplated under the above section 426a may be amended once only within the twelve months following its coming into force, without other formality than the approval of such amendment by the Department of Municipal Affairs.

Amendment.

Refus de permis de construction en certains cas.

"426d. Tout permis de construction demandé en vertu de règlements faits sous l'autorité de l'article 426 de la Loi des cités et villes ou de quelque autre article de la présente loi, pourra être refusé lorsque le terrain sur lequel l'applicant désirera construire, ne sera pas pourvu des services publics d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de même que de rues faites en conformité de la loi ou qu'il manquera l'un quelconque de cesdits services et qu'il n'y aura pas été pourvu soit par la cité, par règlement régulièrement et légalement adopté à cette fin, ou par l'applicant qui dans telle occurrence devra avoir au préalable soumis des plans et devis et avoir fourni l'assurance de sa capacité de les exécuter.

"426d. Any building permit applied for under by-laws made under section 426 of the Cities and Towns Act or any other section of this act, may be refused whenever the lot upon which the applicant wishes to build is not provided with public waterworks, sewer and electricity services or with streets made in conformity with the law, or when any one of the said services is wanting and no provision is made therefor either by the city, by a by-law regularly and lawfully adopted for that purpose, or by the applicant who, in such case, must first have submitted plans and specifications and given assurance of his ability to perform such works.

Refusal of building permit in certain cases.

Fermeture de certains enclos.

"426e. La cité pourra, par règlement, décréter la fermeture dans les limites où elle a juridiction comme prévu à la présente loi et à condition que tel règlement n'entre en vigueur que dans les douze mois de sa passation, des enclos où il est accumulé de la ferraille et objets divers de seconde-

"426e. The city may, by by-law, order the closing, within the limits of its jurisdiction, as provided in this act, and on the condition that such by-law does not come into force except within twelve months after its passing, of enclosures where old iron and miscellaneous second-

Closing of certain enclosures.



main, débris, dépotoirs d'automobiles et ordonner que ces lieux soient nettoyés, mis, remis ou maintenus dans un état de propreté convenable, le tout sans indemnité.

Endroits spéciaux.

La cité pourra également déterminer, dans les limites où elle a juridiction relativement au zonage et à la construction, des endroits pouvant être aménagés spécialement pour l'établissement de tels enclos, dépotoirs d'automobiles et indiquer comment ceux-ci devront être tenus et entourés.

hand articles, scrap and the debris of automobiles are accumulated and order that such places be cleaned and put, restored or maintained in a proper state of cleanliness, the whole without indemnity.

The city may also determine, within the limits of its jurisdiction, with respect to zoning and building, places that may be specially prepared for the establishment of such enclosures and old car dumps, and indicate how the same must be kept and fenced.

Special places.

Permis pour déménager immeubles.

"426f. La cité pourra, par règlement, obliger toute personne, société ou corporation, voulant faire le déménagement d'un immeuble par une rue située dans les limites de son territoire, à obtenir un permis préalable et à soumettre l'octroi de celui-ci au dépôt de toutes sommes estimées justes et équitables pour faire face aux dommages à être possiblement subis aux rues et autres objets de la cité qui pourra retenir à même ledit dépôt le montant des dommages ainsi subis et ne remettre que le résidu au déposant s'il y a lieu ou d'exiger un supplément selon le cas.

"426f. The city may, by by-law, oblige every person, firm or corporation wishing to move a building through a street situated within the limits of its territory, to obtain previously a permit, and may make the granting of the same subject to the deposit of any sum deemed fair and equitable to cover the damages which may possibly be caused to the streets and other objects of the city, which may retain out of the said deposit the amount of the damages so caused and remit only the balance, if any, to the depositor, or exact an extra charge, as the case may be.

Permit to move building.

Permis pour transport de terre, etc.

"426g. La cité pourra, par règlement, imposer à toute personne, société ou corporation faisant le transport de terre, de détritux et matériaux, dans la cité, à l'occasion d'une construction ou d'une démolition, dans la cité, à obtenir un permis préalable dont le coût ne devra pas excéder cinq dollars."

"426g. The city may, by by-law, impose on every person, firm or corporation conveying earth, refuse and materials, in the city, in the course of any construction or demolition, in the city, to obtain previously a permit whereof the price shall not exceed five dollars."

Permit for conveying earth, etc.

Travaux pour écoulement des eaux.

11. La cité aura par règlement le pouvoir d'édicter, que dans toute partie de son territoire où il existe des coulées ou vallons, à la condition expresse que soixante pour cent des propriétaires intéressés en étendue linéaire de telle coulée ou vallon aient réclamé telle mesure, d'édicter et d'ordonner tous travaux nécessaires pour l'écoulement des eaux dans lesdits lieux, et de faire supporter le coût des travaux nécessaires à cette fin dans une proportion de cinquante pour cent par les propriétaires concernés, et cinquante pour cent par la cité, chacun desdits propriétaires devant payer au prorata de l'étendue linéaire des travaux faits avec

11. The city shall have the power to enact by by-law, that in every part of its territory where there are gullies or glens, on the express condition that sixty per cent of the interested proprietors, according to the linear extent of such gully or glen, have requested such measure, to enact and order all the works necessary for the drainage of waters in the said places, and to charge the cost of the works necessary for such purpose in the proportion of fifty percent to the proprietors concerned, and fifty percent to the city, each of the said proprietors being bound to pay proportionately to the linear extent of the works carried out with the indica-

Works for drainage of waters.



indication que les dommages pouvant résulter de tels travaux seront supportés dans une proportion égale par la cité et les propriétaires concernés ou intéressés ou dont les propriétés sont l'objet du règlement prévu.

**12.** L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après le paragraphe 11<sup>a</sup>, le paragraphe suivant:

"11<sup>b</sup> La cité a et a toujours eu le pouvoir d'exiger des propriétaires, locataires ou occupants d'un local quelconque, qu'ils déposent leurs vidanges dans le dépotoir établi par la cité, et d'exiger de ces personnes un droit d'entrée pour l'utilisation du dépotoir.

Dans tous les cas, la cité peut exiger un honoraire des propriétaires, locataires ou occupants d'un local, qu'ils déposent les vidanges dans le dépotoir ou qu'ils n'en déposent pas si dans ce dernier cas, la cité a établi un système d'enlèvement des vidanges."

**13.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après le paragraphe 11<sup>o</sup>, les paragraphes suivants:

"11<sup>a</sup> Pour détourner la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

"11<sup>b</sup> Pour enlever, remorquer, tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations de la cité et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage;

"11<sup>c</sup> Pour empêcher, nonobstant toute loi à ce contraire, les autobus, faisant un service interurbain, de stationner ou d'arrêter dans les limites de la cité ailleurs qu'à une gare d'autobus pour prendre ou laisser descendre des passagers, ou à d'autres endroits déterminés par le conseil de la cité, ou par le chef de police sur délégation de pouvoir du conseil à cet effet."

**14.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Kéno-

tion that any damage which may result from such works shall be borne in equal shares by the city and the proprietors concerned or interested or whose properties are the object of the contemplated by-law.

**12.** Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after paragraph 11a, the following paragraph:

"11b. The city has and always had the power to compel the owners, tenants or occupants of any premises whatsoever to deposit their garbage in the dump established by the city, and to impose on such persons an entrance fee for the use of the dump.

In all cases, the city may impose a fee on the owners, tenants or occupants of premises, whether they deposit garbage in the dump or not, if in such latter case the city has established a garbage removal system."

**13.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

"11a. To divert traffic in the streets of the city, when work on roads including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

"11b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations of the city and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs;

"11c. To prevent, notwithstanding any law to the contrary, autobuses operating an interurban service from parking or stopping, to take or leave passengers, within the city limits elsewhere than at an autobus terminal or at other places fixed by the city council, or by the chief of police upon delegation to him, by the council, of power to do so."

**14.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la cité.

Dépo-  
toirs.

Hono-  
raires.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la cité.

Circula-  
tion.

Station-  
nement  
nuisible.

Arrêts  
d'auto-  
bus.

S.R.,  
c. 233,

R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
city.

Dumps.

Fees.

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
city.

Traffic.

Hindering  
parking.

Autobus  
stops.

R.S.,  
c. 233,



a. 429,  
am. pour  
la cité.  
Taxi-  
mètres.

gami, en ajoutant après le paragraphe 27<sup>b</sup>, les suivants:

"27<sup>c</sup> Pour obliger les propriétaires de taxis à les munir de taximètres de modèles approuvés par la cité, et pour imposer une pénalité à tout chauffeur, possesseur ou propriétaire de taxi non muni de taximètre, pour chaque infraction telle que définie à l'article 398 de la Loi des cités et villes;

"27<sup>d</sup> Pour réglementer la gouverne et la discipline des chauffeurs, propriétaires et possesseurs de taxi et pour punir les personnes qui se servent de ces voitures et refusent de payer le tarif indiqué par le taximètre et pour permettre à la cité d'inspecter lesdits taximètres;

"27<sup>e</sup> Pour exiger qu'une carte d'identification comprenant la photo du propriétaire ou du conducteur ou chauffeur ou de la personne actuellement en charge, soit placée dans un endroit en vue à l'intérieur de tout véhicule servant comme taxi;

"27<sup>f</sup> Pour décréter que tout permis émis en faveur d'un propriétaire de taxi ou d'un chauffeur ou conducteur, pourra être annulé de façon temporaire ou absolue, en tout temps, en raison d'une infraction commise à la loi provinciale des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques, leur transport et possession de même qu'au Code criminel du Canada et telle annulation devra toujours être absolue dans le cas de récidive;

"27<sup>g</sup> Pour établir un ou plusieurs kiosques municipaux où pourront ou devront stationner les taxis ainsi que pour déterminer les endroits où les chauffeurs de taxi pourront établir des postes d'attente et ne permettre auxdits chauffeurs de taxi d'avoir comme salle ou poste d'attente que les lieux ou kiosques ainsi déterminés et exiger de ceux occupant une ou plusieurs places sur le kiosque municipal ou les kiosques municipaux, tel prix comme location mensuelle qui pourra être déterminé et établi par le conseil de la cité par résolution et pour en prohiber l'accès à tout propriétaire, conducteur, chauffeur ou exploitant de tout véhicule automobile servant comme taxi et ne se conformant point à la réglementation faite sous l'autorité de la présente loi;

"27<sup>h</sup> Pour faire une entente avec la cité de Jonquière aux termes de laquelle

Kénogami, by adding after paragraph 27<sup>b</sup>, the following:

"27<sup>c</sup>. To compel taxis owners to equip their taxis with taximeters of a model approved by the city and to impose a penalty on any driver, possessor or owner of a taxi not equipped with a taximeter, for each offence as defined in section 398 of the Cities and Towns Act;

"27<sup>d</sup>. To regulate the control and discipline of drivers, owners and possessors of taxis and punish persons who use such vehicles and refuse to pay the charge indicated on the taximeter, and to allow the city to inspect the said taximeters;

"27<sup>e</sup>. To require that an identity card bearing the photograph of the owner, driver or chauffeur or of the person then in charge, be placed in a conspicuous place inside any vehicle used as a taxi;

"27<sup>f</sup>. To order that any permit issued to a taxi owner or chauffeur or driver may be temporarily or permanently revoked, at any time, by reason of an offence against the provincial motor vehicles act, the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession, or against the Criminal Code of Canada, and such revocation shall always be permanent in the case of a second offence;

"27<sup>g</sup>. To establish one or more municipal stands where taxis may or must park, and determine the places where taxi drivers may establish parking places, and permit the said taxi drivers to have as stands or parking places only the places or stands so determined, and to require from those who use one or more spaces on the municipal stand or stands, such monthly rental as the council of the city may by resolution determine and fix, and to prohibit the use thereof to any owner, driver, chauffeur or person operating any motor vehicle used as a taxi who does not comply with the regulations made under the authority of this act;

"27<sup>h</sup>. To enter into an agreement with the city of Jonquière whereby either of the

s. 429,  
am. for  
city.

Taxi-  
meters.

Taxi  
drivers,  
etc.

Identity  
card.

Cancel-  
lation of  
permit.

Parking  
stands.

Uniform  
tariff with

Chauf-  
feurs de  
taxis, etc.

Carte  
d'identité.

Annula-  
tion de  
permis.

Kiosques  
de sta-  
tionne-  
ment.

Tarifs  
uniformes



avec Jon-  
quière.

l'une et l'autre desdites cités pourront établir un tarif uniforme et une réglementation uniforme sous l'autorité du présent article et sous l'autorité de l'article 24 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 80, avec modalités à être adoptées par le conseil de l'une et l'autre des cités de Kénogami et de Jonquière quant au partage des amendes pouvant être imposées en vertu du présent article, la juridiction de la Cour municipale de la cité de Jonquière et celle de la cité de Kénogami étant absolument concurrentes quant aux offenses tombant sous toute réglementation adoptée sous le présent article qui est par ces présentes autorisée."

said cities may establish a uniform tariff and uniform regulation under the authority of this section and of section 24 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 80, with the provisions to be adopted by the council of either of the cities of Kénogami and Jonquière as to the division of the fines which may be imposed under this section, the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Jonquière and that of the city of Kénogami being absolutely concurrent as to offences coming under any regulation adopted under this section, which agreement is hereby authorized." Jonquière.

S.R.,  
c. 233,  
a. 469,  
am. pour  
la cité.

**15.** L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

**15.** Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after paragraph 6, the following paragraph: R.S.,  
c. 233,  
s. 469,  
am. for  
city.

Restau-  
rants am-  
bulants.

"6°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la cité ou de toute partie d'icelle; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis."

"6a. To regulate and limit the number of itinerant restaurants, or to prohibit the operating thereof within the city limits or any part thereof; to cancel their permits at any time. But in case of cancellation, the city shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit." Itinerant  
restau-  
rants.

S.R.,  
c. 233,  
a. 485a,  
aj. pour  
la cité.

**16.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après l'article 485, l'article suivant:

**16.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after section 485, the following section: R.S.,  
c. 233,  
s. 485a,  
added  
for city.

Rôle sur  
fiches, etc.

"**485a.** Le conseil de la cité pourra ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du trésorier ou du greffier ou de l'assistant de l'un ou de l'autre. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du trésorier ou du greffier, ou de l'assistant de l'un ou de l'autre."

"**485a.** The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the treasurer or of the clerk or of the assistant of either. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the treasurer or of the clerk or of the assistant of either." Roll on  
index-  
cards, etc.

Pension  
autorisée.

**17.** Le conseil de la cité est autorisé à gratifier sa vie durant Pierre Paulin d'une pension mensuelle incessible et

**17.** The city council is authorized to grant to Pierre Paulin during his lifetime a monthly pension untransferable and not Pension  
author-  
ized.



insaisissable de soixante-cinq dollars. Telle gratification pourra être octroyée sur simple résolution du conseil de la cité, laquelle sera irrévocable.

**18.** L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité de Kénogami, par les articles suivants:

**"526.** Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, places d'affaires, établissements financiers ou commerciaux, succursales, comptoirs postaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés, exploités ou établis par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas trois cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident, pourvu que les droits et taxes imposés sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité n'excèdent pas les autres d'au delà de cinquante pour cent, ni n'excèdent trois cents dollars dans aucun cas.

**"526a.** La cité pourra, en imposant la taxe prévue à l'article 526, en déterminer le montant suivant le chiffre d'affaires et ce, pour les établissements commerciaux ou marchands de toutes ou de quelque catégorie."

**19.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après l'article 603, le suivant:

**"603a.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour travaux permanents urgents.

Les travaux nécessitant tel emprunt ne peuvent, cependant, être entrepris avant que la résolution du conseil les autorisant

seizable of sixty-five dollars. Such pension may be granted on mere resolution of the city council, and shall be irrevocable.

**18.** Section 526 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Kénogami, by the following sections:

**"526.** In addition to the taxes provided in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, places of business, financial or commercial establishments, branches, mail order offices, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or livelihood, carried on, followed or established by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such duties or taxes do not exceed in any case the sum of three hundred dollars per annum. Such dues or taxes may be different for persons who have not resided in the municipality for twelve months from those for persons who reside therein, provided that such duties and taxes imposed on non-residents and on those who have resided in the municipality for less than twelve months, shall not exceed the others by more than fifty per cent and do not exceed three hundred dollars in any case.

**"526a.** The city may, when imposing the tax provided in section 526, determine the amount thereof according to the amount of business transacted and this, for the commercial or trading establishments of all classes or any class."

**19.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after section 603, the following:

**"603a.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, borrow a sum not exceeding fifty thousand dollars for urgent permanent works.

The works necessitating such loan shall not, however, be undertaken before the resolution of the council authorizing the

S.R.,  
c. 233,  
a. 526,  
remp.  
pour la  
cité.

Commer-  
ces, etc.

Montant.

S.R.,  
c. 233,  
a. 603a,  
aj. pour  
la cité.

Emprunt  
autorisé.

Appro-  
bation.

R.S.,  
c. 233,  
s. 526,  
replaced  
for city.

Trades,  
etc.

Amount.

R.S.,  
c. 233,  
s. 603a,  
added  
for city.

Loan au-  
thorized.

Approval.



n'ait été approuvée par la Commission municipale de Québec."

same has been approved by the Quebec Municipal Commission."

Lots déclarés vacants.

**20.** Le conseil de la cité pourra, par règlement, déclarer comme vacant tout lot sur lequel aucune construction n'est érigée et qui, aux termes du règlement de zonage et de construction a une superficie suffisante pour y permettre l'érection d'une habitation tel que prévu dans telle dite zone où se trouve ledit lot. Cependant, cette disposition ne peut affecter en aucune façon les terres en culture.

**20.** The city council, by by-law, may declare vacant any lot on which no building is erected and which, by the terms of the zoning and building by-law, has an area sufficient for erecting thereon a dwelling as provided for in the zone where the said lot is located. This provision shall not however affect in any case lands under cultivation.

Lots declared vacant.

Taxe sur ces lots.

Par ce même règlement le conseil de la cité, en plus de tous pouvoirs qu'il détient déjà sous l'autorité de la Loi des cités et villes, pourra imposer sur tout terrain vacant tel que ci-dessus défini, une taxe annuelle de dix dollars par deux mille pieds de superficie. Cette taxe deviendra en vigueur immédiatement après la passation de tel règlement pour les terrains alors vacants, mais pour ceux le devenant à l'avenir par suite de l'ouverture de nouvelle rue et de prolongement de rue déjà existante, cettedite taxe ne pourra être imposée qu'après douze mois de la fin des travaux d'ouverture ou de prolongement de telle rue et à la condition additionnelle, dans ce dernier cas, que le service d'aqueduc et d'égout ait été effectué.

By the same by-law, the city council, in addition to all its existing powers under the Cities and Towns Act, may impose on any vacant land as hereinabove defined, an annual tax of ten dollars per two thousand feet of area. Such tax shall come into force immediately after the passing of such by-law for lands then vacant, but for those subsequently becoming vacant by the opening of any new street or the extension of any already existing streets, the said tax shall not be imposed until after twelve months from the termination of the works of opening or of extension of such street and with the additional condition, in such latter case, that the waterworks and sewer service has been installed.

Tax on such lots.

Remise.

Cependant, lorsqu'un individu bâtira ou érigera une construction au cours d'une année pour laquelle la taxe susdite lui aura été imposée, la cité lui fera remise de cette proportion de la taxe payée correspondante au temps non couru de ladite année.

However, when an individual erects a structure during a year for which the aforesaid tax has been imposed on him, the city shall remit to him the portion of the tax paid corresponding to the period remaining unexpired of the said year.

Reimbursement.

Taxe sur subdivisions.

**21.** Lors de l'ouverture d'une nouvelle rue ou du prolongement d'une rue déjà existante décrétée par règlement adopté sous l'autorité de l'article 429 de la Loi des cités et villes, le conseil pourra imposer une taxe spéciale, sans préjudice de tous ses autres droits, de cent cinquante dollars comptant pour chaque propriété subdivisée et cette taxe deviendra payable au bureau de la cité dans les soixante jours de la mise en vigueur du règlement pourvoyant à l'ouverture ou au prolongement de ladite rue. Il sera cependant loisible dans tel règlement imposant cettedite taxe d'accorder aux propriétaires qui y seront assujettis un laps maximum de dix ans pour payer ce montant, à la condition que

**21.** At the time of the opening of a new street or of the extension of a street already existing, ordered by by-law under section 429 of the Cities and Towns Act, the council may impose a special tax, without prejudice to its other rights, of one hundred and fifty dollars in cash for every subdivided property, and such tax shall become payable at the office of the city within sixty days of the putting into force of the by-law providing for the opening or extension of the said street. Such by-law imposing the said tax may however allow to the proprietors who will be subject thereto a maximum period of ten years to pay such amount, on condition that the said sum be paid at the

Tax on subdivisions.



ladite somme soit payée à raison de dix pour cent par année avec en outre les intérêts au taux de six pour cent l'an. Tout règlement édicté sous l'autorité du présent article devra recevoir l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec.

rate of ten per cent per annum with interest in addition at the rate of six per cent per annum. Every by-law enacted under this section must be approved by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.

Referendum.

**22.** Le conseil de la cité a le pouvoir, lorsqu'une demande lui est soumise ou lorsqu'une requête lui est présentée pour quelque chose pouvant faire légalement l'objet de sa décision, d'ordonner par résolution qu'une consultation populaire ou referendum soit tenu dans les trente jours où telle demande ou requête a été prise en considération par le conseil, afin de connaître l'opinion des électeurs propriétaires au sujet de toute telle demande ou requête.

**22.** The city council, when applied to or petitioned for anything which it may legally do, may order by resolution that a public vote or referendum be held within thirty days of the taking into consideration by the council of such application or petition, to ascertain the opinion of the elector-proprietors with respect to any such application or petition.

Referendum.

Vote.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le conseil pourra ordonner que les électeurs propriétaires voteront en nombre seulement ou en nombre et en valeur et que des bureaux de scrutin soient organisés à cette fin sous la responsabilité du greffier de la cité, de son assistant ou de toute autre personne désignée par ledit conseil.

In the exercise of such power, the council may order that the elector-proprietors shall vote in number only or in number and in value and that polling-stations be set up for such purpose under the responsibility of the city clerk, his assistant or any other person appointed by the said council.

Vote.

Dépôt.

Dans les circonstances ci-dessus indiquées, le conseil de la cité pourra demander aux requérants ou à la ou aux personnes faisant telle demande, comme ci-dessus indiqué, qu'un dépôt préalable de tel montant estimé juste et équitable pour couvrir les frais et loyaux coûts de tel referendum soit fait dans tel délai au trésorier de la cité.

In the circumstances hereinabove stated, the city council may require of the petitioners or the person or persons making such application, as hereinabove stated, the prior deposit of such amount as is deemed fair and equitable to cover the expenses and actual costs of such referendum to be made within such delay in the hands of the city treasurer.

Deposit.

S.R.,  
c. 233,  
a. 401a,  
aj. pour  
la cité.

**23.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après l'article 401, le suivant:

**23.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after section 401, the following:

S.R.,  
c. 233,  
s. 401a,  
added  
for city.

Scrutin.

**"401a.** Dans tout vote sur un ou des règlements d'emprunt le conseil pourra décréter dans ledit règlement que le scrutin pourra avoir lieu à deux endroits différents dans les limites de la cité et qu'instructions soient en conséquence données au greffier ou à son assistant de préparer les listes pour la votation pour donner vigueur et effet à la présente disposition et de faire le nécessaire pour assurer que le vote, quant à la personne, ne soit effectivement donné que dans l'arrondissement du domicile du votant."

**"401a.** For every vote on one or more loan by-laws the council may order in the said by-law that the polling may be held at two different places within the city limits and that instructions be accordingly given to the clerk or his assistant to prepare the lists for the polling to give force and effect to this provision and do what is necessary to ensure that the vote as to the person, be actually given only in the district where the voter resides."

Polling.



S.R.,  
c. 233,  
a. 506a,  
aj. pour  
la cité.

**24.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Kénogami, en ajoutant après l'article 506, le suivant:

Emploi  
d'experts.

“**506a.** Lorsqu'un appel, tel que prévu aux articles 504 et suivants de la Loi des cités et villes, est porté de la décision du conseil, celui-ci a le droit de requérir alors, dans le plus bref délai possible, les services d'autant d'experts qu'il estime convenable qui, dès leur nomination, sont revêtus de toute l'autorité nécessaire et des prérogatives dont sont investis les estimateurs de la cité pour contrôler l'évaluation qui a été faite par ceux-ci et à cette fin visiter les lieux, bâtiments et demander tout renseignement, et faire rapport au conseil ou au comité de la cité ou au procureur de celle-ci pour permettre au conseil de la cité de prendre telle décision définitive estimée opportune et équitable en regard des procédures prises. Ce rapport des experts ou personnes ainsi nommés demeure confidentiel tant que jugement final n'a pas été rendu.

Rapport.

Tel rapport devra cependant être fait dans un délai maximum de soixante jours après la nomination de tels experts par le conseil de la cité, à moins que le juge président au litige fait sous l'autorité des articles 504 et suivants, n'ait, pour des raisons estimées raisonnables, étendu spécifiquement ce délai.”

Entrée en  
vigueur.

**25.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**24.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Kénogami, by adding after section 506, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 506a,  
added  
for city.

“**506a.** When an appeal, as contemplated in sections 504 and following of the Cities and Towns Act, is taken from the decision of the council, the latter may then, within the shortest possible delay, require the services of as many experts as it may deem suitable who, upon their appointment, shall be vested with all the necessary authority and prerogatives possessed by the city assessors for controlling the valuation made by the latter and for such purpose to inspect the property and buildings and require any information and report to the council or committee of the city or to the attorney of the latter so as to enable the city council to make such final decision as may be deemed expedient and equitable with respect to the proceedings taken. Such report of the experts or persons so appointed shall remain confidential until final judgment has been rendered.

Employment  
of  
experts.

Such report shall however be made within a maximum delay of sixty days after the appointment of such experts by the city council, unless the judge presiding over the proceedings taken under sections 504 and following, has, for reasons deemed reasonable, specifically extended such delay.”

Report.

**25.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.